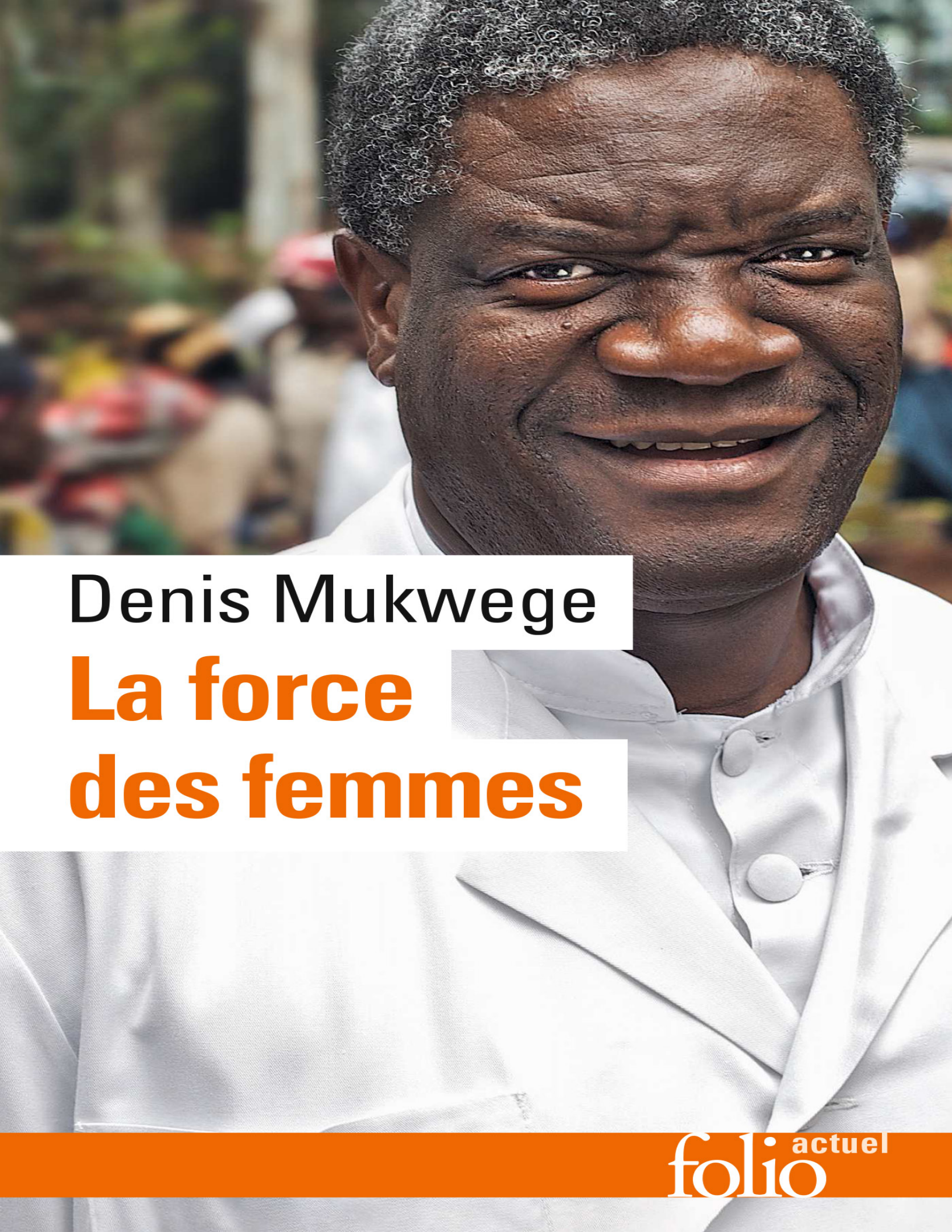
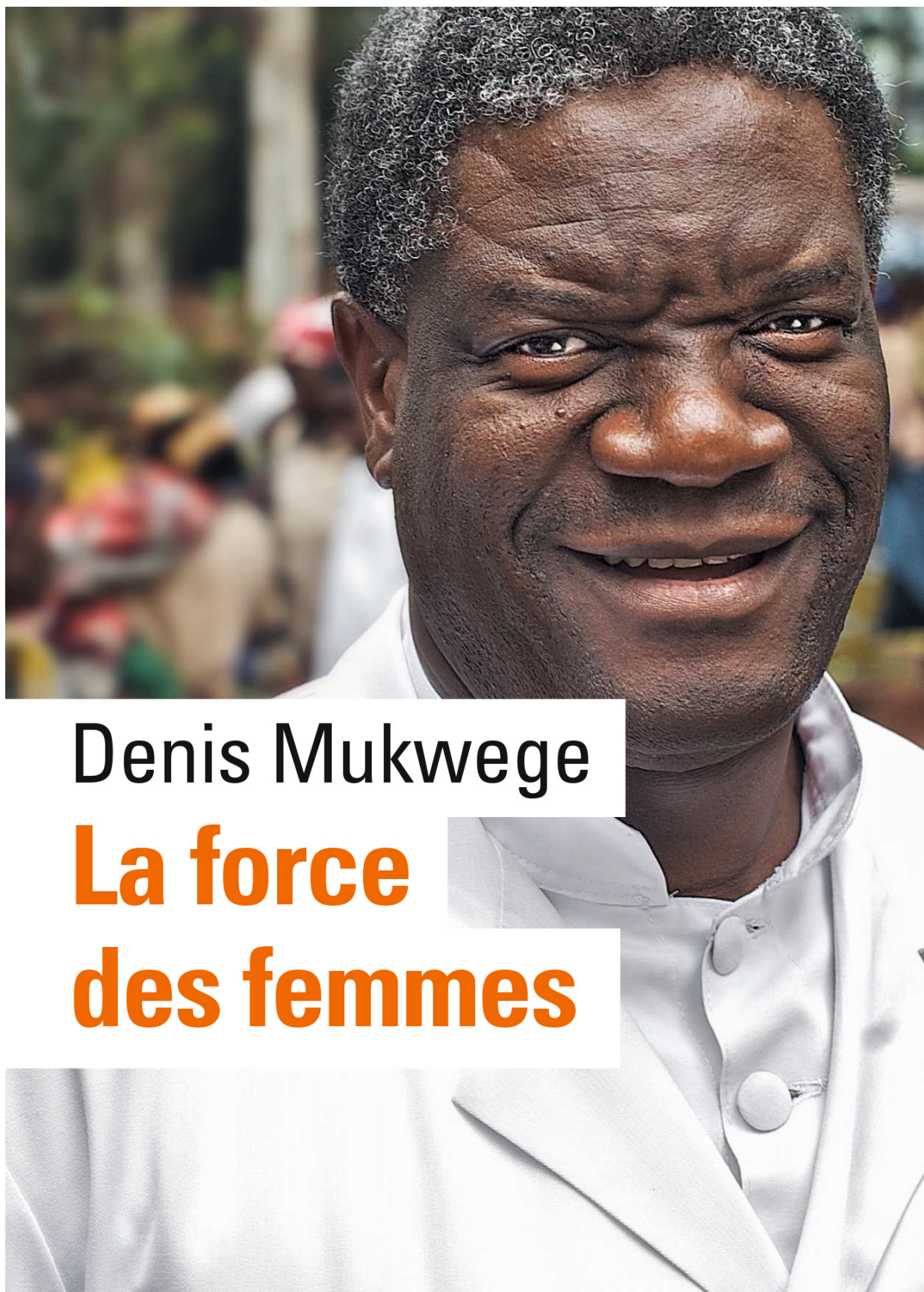


A close-up portrait of Denis Mukwege, an older Black man with short, graying hair. He is smiling slightly and looking towards the camera. He is wearing a white button-down shirt. The background is blurred, showing a crowd of people in an outdoor setting.

Denis Mukwege

**La force
des femmes**



Denis Mukwege

**La force
des femmes**

COLLECTION
FOLIO ACTUEL

Denis Mukwege

La force des femmes

Puise dans la résilience
pour réparer le monde

*Traduit de l'anglais
(République démocratique du Congo)
par Marie Chuvin et Laetitia Devaux*

Gallimard

Né au Congo belge en 1955, le docteur Denis Mukwege s'est spécialisé dans la reconstruction post-viol. À Bukavu, en 1999, il a fondé l'hôpital de Panzi, entièrement dédié aux femmes. Gynécologue et militant de renommée mondiale, Denis Mukwege a reçu de nombreux prix, dont le prix des Droits de l'homme des Nations unies et le prix Nobel de la paix.

À ma mère, ma femme, mes filles et mes sœurs.

À toutes les victimes de violences sexuelles.

Le nom de la plupart de mes patientes a été modifié, à l'exception de celles qui n'ont pas souhaité exercer leur droit à l'anonymat ou qui sont identifiées dans le texte comme publiquement engagées.

Introduction

Il n'est pas courant qu'un homme fasse campagne pour les droits des femmes. J'en ai bien conscience. J'ai eu l'occasion de ressentir ça dans des conversations entre amis, des rassemblements sociaux ou des réunions à caractère professionnel. J'ai bien vu les regards perplexes et les mimiques d'incompréhension. De temps à autre, je rencontre même de l'hostilité. Certains jugent mes choix suspects, voire menaçants.

Plus tôt dans ma carrière, lors de dîners aussi bien au Congo qu'en Europe, il m'est arrivé d'évoquer mon métier de gynécologue à la tête d'un hôpital spécialisé dans le soin des blessures causées par viol et ma campagne pour les droits des femmes. Un silence s'abattait alors sur la table, ou bien quelqu'un posait une question convenue avant de changer de sujet.

Dans ces moments de silence gêné, je percevais parfois la compassion dans les yeux des autres convives ; je les imaginais se dire « quel métier terrible, comme ça doit être difficile pour lui de gérer son identité ». Je me sentais obligé de me justifier et de

préciser que j'avais des enfants et que j'étais heureux en mariage, comme si ça me faisait paraître plus « normal », plus abordable.

Je me souviens d'une discussion avec un ancien camarade d'école primaire devenu homme politique dans ma province. Bien des années plus tard, ses paroles restent gravées dans mon esprit : « J'ai l'impression que depuis que tu travailles sur les violences sexuelles, tu t'es mis à penser comme une femme. » Dans sa bouche, ce qui aurait dû être un compliment ne sonnait pas comme tel.

Je me rappelle le soulagement et l'affinité que j'ai éprouvés en découvrant les écrits de Stephen Lewis, diplomate et militant canadien, figure inlassable de la campagne pour les victimes du SIDA/VIH en Afrique et plus généralement pour les droits des femmes. Grâce à Stephen, j'ai découvert que d'autres hommes pensaient comme moi. Il fait désormais partie de mes amis les plus chers.

Après deux décennies de soins et d'attentions portés aux survivantes de violences sexuelles, j'en suis encore à devoir justifier mes choix et mon engagement.

Il y a quelques années, je me suis rendu à New York pour rencontrer une haute fonctionnaire des Nations unies. Elle avait accepté de me recevoir avec quelques-uns de mes partenaires engagés pour les droits des femmes et la résolution du conflit dans mon pays, la République démocratique du Congo. On nous a fait entrer dans son bureau, qui se situait à l'un des tout derniers étages du bâtiment, avec une grande table de réunion et une vue imprenable sur l'East River et, plus loin, le Queens et Brooklyn.

« Pourquoi est-ce vous qui venez parler des droits des femmes plutôt que des Congolaises ? m'a interpellé notre hôte depuis son

siège à la table de réunion. N'y a-t-il donc aucune femme au Congo capable de s'exprimer en son nom ? »

On pourrait considérer que cette haute fonctionnaire de l'ONU avait raison d'être sur la défensive face à un homme venu réclamer en son nom une plateforme destinée aux femmes. C'est une question légitime à laquelle je suis toujours heureux de répondre. Pour ma part, chaque fois que je me retrouve sur le banc des accusés, j'en reviens à mes convictions profondes. Je défends les femmes parce qu'elles sont mes égales – parce que les droits des femmes sont les droits humains et que je constate avec rage ces violences qui leur sont infligées. Il faut se battre tous ensemble pour les femmes.

Mon rôle a toujours été de faire entendre la voix de celles dont la marginalisation les empêche de raconter leur histoire. Je me tiens à leurs côtés, jamais devant elles.

Comme vous allez le découvrir, c'est le hasard qui a fait de moi un féministe militant. Ma vie n'était pas toute tracée. Je souhaitais devenir médecin, ce qui était déjà une ambition prodigieuse pour un enfant né dans une mesure à une époque où le Congo était encore une colonie belge. Mais mon existence a été modelée par des événements bien plus puissants que ma personne, notamment les guerres qui, depuis 1996, ravagent le pays sous le regard majoritairement indifférent du reste du monde.

On a laissé métastaser sans retenue les troubles qui secouent ce pays depuis vingt-cinq ans – il s'agit là du conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale, il compte plus de cinq millions de personnes mortes ou disparues. J'insiste sur la tragédie que vit le Congo avec l'espoir d'encourager les politiciens

occidentaux à s'y intéresser et à œuvrer pour la paix et la justice que mes compatriotes appellent désespérément de leurs vœux.

Ce sont les circonstances qui ont fait de moi un spécialiste des blessures par viol. Ce sont les histoires racontées par mes patientes qui m'ont poussé à rejoindre une lutte bien plus vaste contre les injustices et la cruauté subies par les femmes. Et c'est aujourd'hui la reconnaissance de mon engagement de base qui m'amène à écrire ces pages.

Il s'agit d'un ouvrage dédié à la force des femmes, en particulier celles qui m'ont élevé, éduqué et inspiré. Je me devais de commencer par celle qui a affronté le danger et l'incertitude pour me mettre au monde. Puis qui, à peine quelques jours plus tard, m'a arraché à la maladie. L'endurance et la bravoure dont ma mère a fait preuve à ma naissance n'ont d'équivalent que son engagement inconditionnel envers moi et tous ses enfants. Elle a façonné le jeune homme que je suis devenu et elle m'a encouragé à poursuivre mon rêve de devenir médecin. Elle a été ma première héroïne.

Bien d'autres femmes figurent aux côtés de ma mère dans ces pages, car toutes m'ont touché par leur courage et leur bonté, leur résilience et leur énergie. Ce sont des activistes, des avocates, des universitaires, des patientes ou les survivantes de violences sexuelles que j'ai rencontrées pendant mes années à œuvrer au Congo, mais aussi lors de voyages en Corée, au Kosovo, en Irak, en Colombie et aux États-Unis, entre autres.

Cette toile de fond peut paraître lugubre car les vies de bien des femmes de ce livre sont assombries par la violence. Mais chacune d'elles est une lumière et un exemple qui prouve que les meilleurs instincts de l'humanité – aimer, partager, protéger – sont capables de triompher, même dans les pires circonstances.

Elles sont la raison pour laquelle j'ai persévéré. La raison pour laquelle je n'ai jamais perdu ma foi ni ma santé mentale, même lorsque, exposé aux conséquences de la cruauté, je me sentais submergé.

Avant de poursuivre, il me faut expliciter les termes que j'ai choisi d'utiliser. J'avance là en terrain miné parce que les étiquettes attribuées à celles qui ont subi des violences sexuelles sont à la fois lourdes de sens et imparfaites. Vous remarquerez que j'utilise dans ce livre les termes « patiente », « victime » et « survivante » pour parler de nombre de femmes.

« Patiente » est le plus neutre, il requiert peu d'explications. Chaque femme que j'ai traitée est une patiente.

« Survivante » est devenu le terme consacré pour toute personne ayant subi des violences sexuelles. Il sous-entend une posture plus active, plus courageuse, plus dynamique. Pourtant, certaines écrivaines féministes le trouvent problématique car il place au même niveau un viol et un événement traumatique bouleversant comme une tentative d'assassinat ou un accident d'avion. Il peut également renforcer l'idée qu'une femme doit surmonter cette expérience, surmonter ses blessures – ce dont elle peut se sentir incapable.

Beaucoup de mes patientes arrivent à l'hôpital en tant que « victimes » – c'est ainsi qu'elles se voient. Elles ont subi les agressions sexuelles les plus terribles, voire des tentatives de meurtre. Dans les premiers temps, aucun autre terme ne semble plus adapté à des femmes battues, violées collectivement, blessées par balle, mutilées, affamées.

Mais grâce à leur force intérieure, nous cherchons à en faire des survivantes au sens le plus exact du terme. Nous voulons qu'elles aient le sentiment d'avoir surmonté ces épreuves. Leurs

agresseurs ont beau avoir voulu les tuer et leur retirer toute dignité, nous faisons notre possible pour les rétablir d'un point de vue physique et mental. Si une femme arrive en ayant l'impression d'être une victime, nous souhaitons qu'elle ressorte de l'hôpital avec la confiance d'une survivante. Ce processus est l'essence même de notre travail à l'hôpital de Panzi, que j'ai fondé en 1999.

Je m'entretiens depuis des années avec des survivantes. Elles m'ont fait confiance, elles m'ont livré des détails intimes sur leurs expériences, leurs sentiments, leurs peurs et leurs espoirs. Ce travail a été souvent difficile, mais ce qui me motive en tant qu'activiste, c'est la conviction que du positif peut surgir de ces épreuves ; que je peux contribuer, au nom de ces survivantes, à faire de ce monde un lieu plus sûr pour les femmes.

Je vous encourage à voir le Congo, parfois encore appelé « la capitale mondiale du viol », comme une fenêtre sur les pires extrémités de ce fléau mondial que sont les violences sexuelles. Car c'est un problème universel qui se produit aussi bien à la maison, au bureau, sur les champs de bataille que dans les lieux publics partout sur la planète.

Mon expérience m'a appris que l'origine des violences sexuelles et leurs conséquences sont partout identiques. Comme toujours, nos différences – couleur de peau, nationalité, langue et culture – comptent bien moins que nos points communs.

La lutte contre les violences sexuelles commence par la prise de parole des femmes et des hommes. Dans le monde, une femme sur trois a fait l'expérience de violences physiques ou sexuelles à un moment donné de sa vie, selon l'ONU Femmes. Et aux États-Unis, selon les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, près d'une femme sur cinq a subi une tentative de viol

ou un viol au cours de sa vie. Il est impossible d'affronter le problème sans en reconnaître publiquement l'omniprésence.

Heureusement, les femmes sont de plus en plus nombreuses à briser le sceau du silence grâce à des décennies de travail de groupes féministes et, récemment, du mouvement révolutionnaire #MeToo.

Et pourtant, la justice criminelle fait défaut à nombre d'entre elles. À en juger par les poursuites souvent infructueuses contre les violeurs, y compris dans des pays disposant d'un système de justice bien doté et non corrompu, le fait est que le viol reste largement impuni de par le monde. Dans les zones de conflit, les soldats qui l'utilisent comme arme de guerre risquent encore moins que d'autres de finir en prison.

Il y a des progrès, mais ils sont surtout théoriques : des lois nationales plus sévères et une législation internationale pour protéger les femmes. Cependant, partout, les femmes ont encore peur de déposer une plainte pour viol – ou alors, elles considèrent que c'est une perte de temps. Je propose des pistes pour permettre à la police et aux législateurs de soutenir les femmes en commençant par décourager les violeurs.

Bien que ce livre traite en premier lieu des femmes, il ne leur est pas réservé. J'ai le furieux espoir que des personnes de tous les genres le liront et en retireront quelque chose. Il faut qu'un maximum de gens participent à la lutte pour l'égalité entre les sexes. Les hommes ne devraient pas craindre l'incompréhension, ils ne devraient pas ressentir le besoin de se justifier comme moi autrefois quand ils soutiennent leurs sœurs, filles, femmes, mères, amies et autres égales humaines. Les femmes ne peuvent résoudre seules le problème des violences sexuelles ; les hommes doivent faire partie de la solution.

Dans tous les pays, les hommes continuent de régner en maîtres sur le pouvoir politique, non seulement comme présidents, Premiers ministres et parlementaires qui décident des lois, mais aussi dans les plus hautes instances religieuses, jusqu'aux communautés locales, qui ont souvent une influence plus grande sur les comportements et les agissements individuels que de distants dirigeants nationaux.

Pour réduire les violences sexuelles, il faut l'action et l'engagement de toute la pyramide de pouvoir de nos sociétés, de la base jusqu'au sommet. D'où l'importance de ce que j'appelle la « masculinité positive » et d'une autre manière d'éduquer les garçons afin de briser le cercle vicieux des relations genrées qui relèguent les femmes à un rôle de citoyen de seconde zone.

C'est un travail au long cours qui paraît parfois excessivement lent. En tant que médecin, j'examine une patiente, je pose mon diagnostic et je prescris soit des médicaments, soit une chirurgie. En tant que militant, je suis aux prises avec le besoin de changer les mentalités, les actes, les comportements. Je ne lutte pas contre une maladie ou une défaillance anatomique, mais contre des adversaires bien plus obstinés : la discrimination, l'ignorance et l'indifférence.

Il y a de rares mais exaltants moments de progrès. En quinze ans d'engagement, tous les petits pas mis bout à bout finissent par produire une avancée substantielle dans la compréhension collective des violences sexuelles. Ensemble, nous pouvons faire du XXI^e siècle un siècle plus égalitaire, plus juste et plus sûr pour l'humanité tout entière.

Chapitre premier

LE COURAGE MATERNEL

Ma mère avait déjà souffert et triomphé par deux fois de l'accouchement avec mes sœurs aînées. Lorsque les contractions ont de nouveau saisi son corps pour ma naissance, elle connaissait bien la sensation. Mais tandis qu'elle faisait les cent pas chez nous, et même si la douleur et le travail semblaient suivre le schéma habituel, l'issue demeurait incertaine. Du haut de sa cruauté et de son indifférence, le destin lui infligerait-il cette fois la souffrance d'une dystocie fœtale et des éventuelles autres complications de l'accouchement que j'apprendrais un jour par cœur ?

Si c'était le cas, l'espoir était faible. Ma mère était seule, à part une voisine qui l'avait rejointe quand elle avait perdu les eaux. Mes sœurs avaient été envoyées chez des amis. Mon père étudiait loin dans le sud de la province. La voisine prononçait des paroles de soutien et d'encouragement. Elle marchait au rythme de ma mère quand celle-ci se levait, lui essuyait le front quand elle s'allongeait. Elle avait préparé une lame de rasoir pour l'acte final de la naissance, mais elle ne disposait d'aucune connaissance médicale.

C'était en 1955. La maison était l'un de ces abris typiques des familles noires et pauvres de l'époque : des murs fragiles composés de bois et de briques en forme de rectangle grossier surmontés d'un toit en tôle pour protéger des pluies tropicales qui sévissent toute l'année au Congo. Il y avait là une seule pièce édifiée à la hâte près d'autres masures pour des familles congolaises en quête d'une nouvelle vie à Bukavu. Autrefois petit village de pêcheurs sur la rive du lac Kivu, à l'extrême est de ce vaste pays, Bukavu était devenu un avant-poste colonial.

Face à la grande loterie de l'accouchement, à quoi songeait ma mère, tordue par la douleur des contractions ou en train de reprendre des forces sur l'un des minces matelas en coton brut sur lesquels on dormait à l'époque ? S'autorisait-elle à penser à sa propre mère morte en couches en la mettant au monde vingt-trois ans auparavant ? Cette perte, plus que toute autre, avait modelé son enfance misérable et sa personnalité têtue. Son mariage aussi était influencé par ce deuil. La mère de mon père étant également morte en couches, ils avaient tous deux souffert de privations, économiques et affectives, dans leur village de Kaziba, à un jour de marche pénible par les plantations et les forêts au sud-ouest de Bukavu. Ils avaient tous deux de bonnes raisons d'être fiers de l'arrivée de leurs enfants, mais aussi de craindre les conséquences éventuelles d'un accouchement.

Il n'existe pas de statistiques fiables sur le nombre de femmes mortes en couches à cette époque au Congo car les autorités coloniales belges ne collectaient pas ce genre de données. Une estimation lors du premier recensement national réalisé entre 1955 et 1957 avait conclu que l'espérance de vie pour les femmes était de trente-huit ans à peine, et la grossesse constituait l'une des premières causes de mortalité. Accoucher sans assistance

médicale revenait alors – et revient encore pour des millions de femmes – à une roulette russe. Ma mère a survécu à ma naissance et à celle de mes sept petits frères et sœurs. Moi, j'ai failli y rester.

Plusieurs jours après ma naissance, j'ai pâli et mes cris se sont faits d'abord stridents, puis très faibles. Ma peau était devenue livide et j'avais de la fièvre. Au moment où j'ai refusé de téter, il est devenu clair que j'étais gravement malade. Ma mère savait qu'elle devait agir vite.

Elle m'a emmailloté dans l'un de ses pagnes et m'a attaché dans son dos, mon torse faible et brûlant contre sa peau. Elle a laissé mes deux sœurs, alors âgées de trois et sept ans, à la garde des voisins et s'est élancée vers le bas de la colline. Elle se dirigeait vers l'un des deux seuls dispensaires de Bukavu où, à l'époque, on acceptait de soigner les Noirs – non sans savoir qu'elle aurait du mal à s'y faire admettre. Les deux dispensaires étaient gérés par des catholiques, et les relations avec les familles protestantes comme la nôtre n'étaient pas simples. L'Église catholique était un pilier du système colonial belge, de même que l'administration et les concessions privées qui avaient toute latitude pour régner sur de larges portions du territoire et y imposer leur loi afin d'en extraire les matières premières.

Dévorée d'angoisse, un enfant malade sur le dos, à la recherche désespérée d'aide, ma mère a mis le pied dans ce maelström sectaire qui entourait le dispensaire, simple bâtisse surmontée d'un étage qui offrait les services sanitaires de base : vaccination, pansements, antibiotiques. Le dispensaire était géré par des sœurs belges à qui ma mère a demandé secours. En sanglots, pour montrer mon teint livide, elle a défait le tissu dans lequel elle m'avait enveloppé. À ce moment-là, j'avais des

difficultés à respirer. Elle les a suppliées de toucher ma peau moite et d'examiner mes yeux qui jaunissaient. Inflexibles, les sœurs l'ont refoulée. Le dispensaire ne soignait que les catholiques, ont-elles déclaré. Le christianisme datait alors d'environ soixante-quinze ans au Congo, mais la séparation entre les religions constituait un mur épais et infranchissable qui équivalait à un droit de vie ou de mort. Ma mère a plaidé sa cause auprès des infirmières, en vain.

La renommée de mon père, premier pasteur dans la région, a-t-elle joué un rôle ? Ma mère n'a jamais su si telle avait été la raison de l'hostilité des nonnes. Tandis qu'elle remontait la colline d'un pas lourd en sandales et pagne, convaincue que je ne passerais pas la nuit, elle a pleuré de tristesse et d'amertume en maudissant la bêtise et la bigoterie religieuse ainsi que sa propre impuissance.

De retour chez nous plus tard ce soir-là, alors qu'elle berçait mon petit corps flasque entre ses bras, elle dit avoir senti la vie me quitter, m'avoir vu partir. Elle pensait à la voisine qui avait coupé le cordon ombilical. Ma mère était certaine qu'elle était responsable de l'infection qui me ravageait. « Je savais qu'elle commettait une erreur, m'a-t-elle dit plus tard. Mais j'étais par terre, je venais juste d'accoucher. Je n'ai rien pu faire. » D'après ce qu'elle a décrit des symptômes et du traitement, je suis presque sûr en effet que je souffrais d'une septicémie – une infection du sang fatale à un bébé si elle n'est pas soignée. La cause la plus fréquente de cette infection est le cordon ombilical, soit parce qu'il a été mal coupé, soit parce qu'il a été coupé avec une lame non aseptisée. Après la naissance, le cordon doit être clampé en deux endroits pour arrêter le double flux sanguin, puis sectionné au milieu avec un reliquat de plusieurs centimètres du

côté du bébé. La voisine avait coupé le cordon trop près de mon corps, ce qui ne laissait pas assez de tissu pour faire un nœud correct et me rendait donc vulnérable à toutes sortes de bactéries. Mon nombril s'était mis à suinter et à suppurer quelques jours après ma naissance.

Cela aurait pu être la fin. J'aurais pu n'être qu'un souvenir fugace et douloureux pour notre famille. Mais mon heure n'avait pas sonné. Une seconde femme pleine de bravoure est entrée dans ma vie dès les premiers jours de mon existence, préfigurant toutes celles que j'ai rencontrées depuis. Je lui dois la vie.

Tandis que ma mère craignait que la Mort frappe à notre porte, quelqu'un du quartier avait mis en branle des événements qui allaient me sauver. Cette personne – nous n'avons malheureusement jamais su qui c'était – s'est rendue à pied chez une missionnaire et enseignante qui habitait dans une petite maison de briques au pied de la colline. Vers trois heures du matin, l'inconnu a laissé chez elle un mot pour expliquer les tourments de ma mère.

La missionnaire, une Suédoise âgée d'une petite trentaine d'années, s'appelait Majken Bergman. Elle faisait partie des rares Européens à avoir élu domicile dans ce quartier noir de Bukavu plutôt que de choisir le confort et la familiarité du centre-ville blanc. Au sein de la société nettement ségréguée de l'époque, elle était peut-être la seule des environs capable de vaincre les préjugés du dispensaire. Majken a ainsi appris que le nouveau-né du pasteur Mukwege était gravement malade et qu'on lui avait refusé des soins. Elle s'est aussitôt levée et habillée, puis elle est montée chez nous à la lueur de sa torche. Ma mère somnolait avec son bébé dans ses bras. D'abord effrayée, elle a ensuite

raconté à Majken ses tentatives désespérées pour obtenir l'aide d'une infirmière. Majken a promis de l'aider.

Aux premières lueurs du jour, elle s'est mise en route vers l'autre dispensaire de la ville, où elle a expliqué aux sœurs que j'étais dans un état critique et que si elles me refusaient des soins, elles auraient ma mort sur la conscience. Elles lui ont alors remis une feuille d'admission urgente écrite en rouge que Majken a apportée à ma mère en lui disant de faire vite. Ce document permettait de ne pas se joindre à la longue file dehors mais d'entrer directement avec moi.

J'ai aussitôt reçu une première dose de pénicilline. Les sœurs ont dit à ma mère de revenir six heures plus tard. Dans ce laps de temps, elle m'a veillé en guettant des signes d'amélioration. Mon petit torse ne se soulevait que très légèrement pour une respiration superficielle. Au cours de ma vie, j'ai observé des milliers de fois ces symptômes et ce même regard anxieux de la part de mères à la recherche de signes positifs chez leur bébé. À la deuxième dose d'antibiotiques, ma situation ne s'était toujours pas améliorée. Les sœurs ont tenté de rassurer ma mère. « Ça va faire effet, il va réagir. » Ce n'est qu'en toute fin de journée, à la troisième injection, que je me suis mis à respirer plus profondément et que le masque de souffrance a commencé à quitter mon visage. Le lendemain matin, la fièvre était tombée.

Ma mère n'a jamais oublié Majken Bergman. En 2009, lorsque j'ai été invité à Stockholm pour recevoir un prix suédois des Droits humains, ma mère m'a suggéré d'inviter Majken à la cérémonie ainsi qu'au dîner de gala. C'était alors une vieille dame toute frêle de plus de quatre-vingts ans, mais ses souvenirs du Congo étaient intacts. Nos retrouvailles ont été comme avec celles d'une grand-mère dont on a longtemps été séparé. Nous nous

sommes pris dans les bras et nous avons ri. Ma mère a fait un discours pendant le dîner en déclarant que la véritable vedette était Majken, qui avait consacré sa vie à aider les autres, et sans qui aucun de nous ne serait là. Majken a eu l'air un peu gênée, puis les larmes lui sont montées aux yeux lorsque a retenti un tonnerre d'applaudissements dans la salle.

Ma mère, qui est restée très pieuse jusqu'à la fin de ses jours en 2019, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, était convaincue que ma naissance chaotique avait déterminé la route que mon existence allait emprunter. « Quand nous sommes entrés dans ce dispensaire, Dieu a placé un message dans ton cœur, disait-elle. Tu devais aider les autres comme les autres t'avaient aidé. »

Je suis toujours mal à l'aise avec l'idée de destin parce que je crois très profondément à la notion de libre arbitre. Selon moi, nous faisons le choix d'être passifs ou actifs, de suivre notre conscience ou de l'ignorer, d'user de notre liberté pour le meilleur ou pour le pire. Mais ma mère, elle, était persuadée que mon chemin avait été prédéterminé.

Cependant il est possible que le tumulte autour de ma naissance et mon histoire familiale aient eu un impact sur le reste de ma vie. Dans mon métier, ma première mission est de combattre la loterie de la mortalité maternelle. Chaque année, dans le monde, des centaines de milliers de femmes décèdent en accouchant dans des conditions dangereuses. Des bébés meurent encore par simple ignorance ou négligence. La mortalité maternelle, néonatale et infantile a été réduite au plus bas niveau en Occident mais continue de faire des ravages dans de larges portions du globe.

Chapitre II

LA NAISSANCE D'UNE VOCATION

Bukavu, ma ville natale, a été à l'origine construite sur cinq petites péninsules qui s'étirent comme des doigts dans notre lac, le lac Kivu. Sous un soleil implacable, ses eaux prennent la même teinte bleu turquoise que la mer des Caraïbes ou la Méditerranée. Dans l'immobilité de la fin de la journée, elles se transforment peu à peu en miroir où se reflètent les collines et les montagnes environnantes. Au crépuscule – un spectacle dont je ne me lasserai jamais –, ces eaux deviennent orange puis roses à l'endroit où le soleil disparaît, puis bleu d'encre, puis couleur cendres et enfin noires, avec toutes les nuances intermédiaires. Ce lac est d'une beauté magnétique et mystérieuse. On estime qu'il recèle dans ses profondeurs d'importantes quantités de méthane, ce qui y rend toute vie presque impossible.

Du fait d'une altitude de mille cinq cents mètres, la température à Bukavu avoisine les vingt degrés Celsius tout au long de l'année. On n'y subit ni la chaleur étouffante ni l'humidité pénétrante de notre capitale, Kinshasa, située à l'autre bout du pays, près de deux mille kilomètres à l'ouest. On y connaît un printemps perpétuel. Les plantes fleurissent tout au long de

l'année. La seule variable est la pluie, qui surgit à la saison humide, parfois accompagnée des grondements du tonnerre. Elle se déverse tout à coup puis disparaît aussi vite qu'elle est arrivée. En quelques heures, une fois les nuages dissipés à l'horizon et le puissant soleil équatorial réapparu, l'herbe souple et mouillée redevient sèche et piquante ; les pistes de boue durcissent et cuisent de nouveau, recouvertes d'une très fine poussière rouge qui colle aux cheveux et aux cils.

Le brun rougeâtre de la terre boueuse, une teinte proche du sang humain ou de la rouille, est l'une des couleurs de la palette limitée du Congo oriental. Cette teinte se retrouve à tous les endroits où l'être humain, voire la nature, a dénudé le sol. Il contraste avec le vert étincelant de la végétation dense qui tapisse les flancs des collines et des vallées. J'ai parlé de « palette limitée » parce que le vert et le brun, couleurs de la croissance et de la nature, dominant au Congo. Nous possédons la deuxième plus grande forêt tropicale après l'Amazonie – une couverture impénétrable qui s'étend de la frontière orientale jusqu'à l'extrême ouest. La forêt est ponctuée de diverses fleurs : les grappes jaunâtres des manguiers, les couronnes pourpres des fruits de la passion en liane, les triangles rouge et jaune des palmes de l'*heliconia*. Pourtant, le paysage reste dominé par deux couleurs intenses, le vert vif et le brun rouille.

Sous la canopée coulent des torrents et autres rivières troubles et bouillonnants qui se jettent dans la puissante colonne vertébrale courbe de notre nation, le fleuve Congo. Il prend sa source au sud-est puis se dirige vers le nord avant de s'incurver vers l'ouest en un gigantesque arc de cercle et d'opérer un virage à plus de quatre-vingt-dix degrés vers l'océan Atlantique, où il

déverse ses eaux écumantes et riches en alluvions avec tant de force qu'il a creusé un vaste canyon dans les fonds marins.

Le paysage de ma terre natale et les richesses de ses sous-sols ont été façonnés par l'activité tectonique qui confère à la région à la fois sa beauté particulière et des matières premières à profusion. Les fissures et reformatations de la croûte terrestre au cours de centaines de millions d'années expliquent pourquoi le Congo possède tant de minerais aussi près de la surface, ce qui le rend très attractif. Un colon géomètre a déclaré, à propos du Congo, que c'était un « scandale géologique ».

À l'époque de ma naissance, Bukavu était strictement ségrégué selon un système comparable à l'apartheid. Le quartier européen du centre était planté de villas donnant sur le lac, d'hommes blancs en costume avec des cheveux noirs gominés et de femmes en robe de coton. Il y avait un terrain de foot, une bibliothèque et des bâtiments Art déco.

Le centre-ville était une réplique des villes belges – calme, policé, propre –, à la seule différence que les maisons y étaient plus grandes et les jardins plus tropicaux qu'en Europe. Les enfants des colons européens fréquentaient de superbes écoles bâties sur de vastes terrains arborés. Notre cathédrale, ses grandes arches blanches incurvées et son toit en dôme ont été édifiés à la fin des années 1940.

Tout autour du centre, il y avait le quartier asiatique, ainsi nommé en raison des marchands indiens et pakistanais qui y habitaient et y faisaient du commerce. Plus loin du lac, perchées dans les collines, deux banlieues noires : Kadutu, où nous habitions, et Bagira. Chaque matin, aux premières lueurs du jour, des milliers d'hommes s'en déversaient pour aller rejoindre leurs emplois de portiers, gardiens, éboueurs et jardiniers au centre-

ville, ou alors travailler dans les brasseries, les usines pharmaceutiques ou les manufactures textiles. Plus loin s'étendaient de grandes plantations d'agrumes, de bananes, de café et de thé destinés à l'exportation.

Les colons avaient troqué une vie sous le ciel plombé de l'Europe septentrionale contre la chaleur des tropiques. Malgré la menace des maladies – la malaria faisait encore un très grand nombre de victimes, tout comme la fièvre jaune –, c'était un paradis pour beaucoup d'Européens. À partir des années 1950, des touristes étrangers aventureux avaient commencé à mettre le cap sur Bukavu pour se prélasser sous les bougainvillées avec un verre de vin européen dans un paysage digne d'une Côte d'Azur tropicale. Jusqu'en 1954, la ville s'appelait Costermansville, d'après un officier et vice-gouverneur général belge.

Les vacanciers se déplaçaient en ville dans des voitures importées étincelantes et chromées qui filaient dans des rues lisses et bordées de plates-bandes, de palmiers et d'érythrines. Leurs hôtes belges les emmenaient faire un tour sur le lac sur leurs hors-bord ou leurs yachts. Le ski nautique sur le lac Kivu était une activité très prisée. C'était bon marché, sûr, ensoleillé et exotique. Quand les visiteurs étaient lassés de contempler le lac et de prendre des bains matinaux vivifiants à Bukavu, ils pouvaient gagner Goma, tout au nord, en bateau à roue à aubes pour admirer l'ombrageux volcan Nyiragongo qui domine la ville. Des safaris étaient organisés pour observer les gorilles, les lions et les éléphants dans le parc national de Virunga, qui abrite quelques-uns des plus beaux paysages d'Afrique.

Après mes premiers jours maladifs en 1955, mes jeunes années se sont écoulées entre une mère aimante et ingénieuse, un père dur au labeur et une famille qui s'agrandissait sans cesse. À

mesure que la congrégation de mon père gagnait en importance, il en était de même de notre réputation, ce qui a permis une nette amélioration de nos conditions de vie.

Nous avons déménagé plusieurs fois jusqu'à nous établir, au cours des dernières années de mon enfance, dans une maison en bois relativement grande avec l'eau courante et l'électricité – cela faisait partie d'un vaste plan de travaux publics entrepris par les autorités belges afin d'améliorer les conditions de vie de la population noire.

Je me souviens de la table à manger et des chaises en bois avec leurs coussins de coton, de notre canapé et de la bibliothèque qui contenait les bibles et les livres saints de mon père. Mes parents possédaient un gramophone et une radio que nous allumions pour écouter la station nationale ou la station locale de Bukavu en tournant le gros bouton central. Il y avait trois chambres, une pour mes parents, une pour les garçons et une pour les filles. C'était rudimentaire, austère, ça manquait du confort des maisons contemporaines ; mais pour l'époque, et surtout pour une famille de notre extraction, c'était le comble du luxe.

Il est impossible de retrouver la ville de mon enfance dans le Bukavu d'aujourd'hui. Je me rappelle les trottoirs bien entretenus qui bordaient des rues goudronnées si lisses qu'on pouvait y pratiquer le patin à roulettes – ce que nous faisions avec ma sœur, au péril de nos vies. Chaque maison possédait un arbre fruitier dans son jardin.

L'indépendance a bouleversé nos vies et cette stricte hiérarchie raciale. Âgé de cinq ans à l'époque, je n'en ai que des bribes de souvenirs. Je me rappelle vaguement avoir assisté avec mes parents à un discours politique à Bukavu en 1960, le tout

premier de ma vie. Bien que les mots n'aient alors rien voulu dire pour moi, le fait de baigner dans cette foule de Congolais m'a marqué. L'orateur était le héros de l'époque, devenu désormais une icône dans une grande partie de l'Afrique : Patrice Lumumba, un grand homme maigre qui portait un bouc et des lunettes à demi-monture noire. Moins d'un an plus tard, plus rapidement qu'on aurait pu l'imaginer, suite à des élections démocratiques, il est devenu Premier ministre de la République démocratique du Congo indépendante. Soixante-quinze ans de gouvernance coloniale prenaient fin.

Pendant les vingt premières années de cette gouvernance, le Congo avait été considéré comme la propriété privée du roi Léopold II, ce qui lui avait apporté une immense richesse et, pendant un temps, le prestige de passer pour un grand humaniste. Une fois révélées la tyrannie et la rapacité de son régime, sa propriété africaine a fait de lui un paria à l'échelle internationale.

Le jour de l'indépendance, le 30 juin, je me souviens des danses et de la musique. Le pays a été en fête pendant quatre jours. Le nouveau drapeau – bleu avec des étoiles jaunes – était partout. Il y avait des feux d'artifice, des courses de bicyclettes, de la musique et de la bière. À cinq ans, je n'en saisisais pas la signification mais j'étais heureux de me joindre à ces célébrations.

Lumumba et les dirigeants de la postindépendance ont hérité d'un État aux coffres vides et d'un pays de quinze millions d'habitants qui ne comptait que quelques dizaines de diplômés universitaires. La Belgique laissait le Congo dans un état de cruelle impréparation pour son indépendance. Sans oublier que l'ancienne colonie ne se voyait accorder la liberté qu'en échange

de l'accès à ses ressources, accompagné de la condition que ses territoires demeurent dans l'orbite occidentale. Lorsque Lumumba s'est tourné vers l'Union soviétique en quête d'aide pour faire face à une mutinerie au sein des forces armées, ainsi qu'à d'immenses problèmes économiques et à un mouvement sécessionniste dans le Sud, son sort était scellé. Il n'est resté au pouvoir que trois mois. En moins de six mois, il fut kidnappé et assassiné avec la complicité des Belges et des Américains.

Dans les premiers jours de l'indépendance, tandis que les quartiers noirs de Bukavu se réjouissaient, le centre-ville se vidait. Les maisons étaient débarrassées, les camions de déménagement se remplissaient et il y avait dans le ciel un bourdonnement inhabituel à mesure que des avions remplis de familles blanches s'envolaient vers la sécurité de l'Europe. C'était le début d'un vaste exode des Européens en raison de l'hostilité grandissante à leur égard. Des récits – certains exacts, d'autres exagérés – circulaient au sujet d'attaques contre la communauté blanche. L'idylle des Européens avec l'Afrique ne serait bientôt plus, une fois qu'ils seraient rentrés chez eux, qu'un souvenir empreint de nostalgie. Avec leur départ, le pays a été privé de compétences majeures : la connaissance de l'administration et le savoir-faire pour gérer un État-nation nouveau et immature.

Mes grands-parents et arrière-grands-parents avaient connu le mouvement inverse, à savoir les débuts de la colonisation à Kaziba, notre village d'origine, habité par les Bazibaziba. La vallée de Kaziba, entourée de hautes crêtes boisées, était plus riche que d'autres grâce à son industrie métallurgique.

Historiquement, les Bazibaziba étaient des artisans talentueux qui travaillaient le cuivre et le fer pour fabriquer aussi bien des outils destinés à l'agriculture que les bijoux vendus dans la région

des Grands Lacs, qui comprend le Congo actuel, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Leur autre spécialité était la confection d'armes telles que les lances et les pointes de flèche. Couplé à l'esprit farouchement indépendant de la vallée, ce talent a permis aux Bazibaziba de repousser les attaques des marchands d'ivoire et d'esclaves qui, depuis le XIX^e siècle, s'aventuraient au Congo oriental après avoir débarqué sur la côte orientale de l'Afrique. Mais face aux armes à feu des envahisseurs européens, leur talent n'a pas fait le poids.

Mes ancêtres ont assisté à de profonds bouleversements économiques, politiques et sociaux. Il a été établi par décret que toutes les ressources des sols appartenaient à la nouvelle administration coloniale. Les mines du pays devenaient de fait la propriété de l'État indépendant du Congo de Léopold II, puisqu'il était interdit à la « population indigène » d'en posséder.

L'industrie métallurgique locale a été rapidement mise à mal. De nombreux artisans se sont reconvertis dans le commerce de métaux précieux, en particulier l'or, que l'on trouve en abondance dans la région. Aujourd'hui encore, on voit autour de Kaziba des gens plongés jusqu'aux genoux dans les ruisseaux et rivières pour filtrer l'or avec des tamis.

Tout chef traditionnel qui résistait au régime colonial, que ce soit le gouvernement ou une concession privée, se voyait puni. Le nôtre a été envoyé en prison dans le village de Kalehe, à plus de cent cinquante kilomètres de là, où il est mort. D'autres ont été assassinés. Ces événements ont été très déstabilisants pour des sociétés construites sur le respect et la vénération des figures tribales connues sous le nom de *mwamis*.

Enfant, je me souviens d'avoir entendu mes parents parler du bannissement de notre chef. On saisit l'importance d'un tel acte

grâce à une expression qui, un siècle plus tard, a encore cours à Kaziba : *Mboje-Kalehe*, utilisée pour attester que quelque chose est vrai, qui signifie « sous peine d'être banni à Kalehe ».

Suite au fléchissement de l'industrie locale, les villageois ont dû acheter leurs machettes, leurs outils et leurs roues à l'importation, alors que quelques années auparavant seulement, tout était produit sur place.

Le système colonial a également été source de transformation des rapports entre les genres à Kaziba. Les Européens sont venus avec leur système monétaire, qui a peu à peu supplanté l'économie de troc où le produit de l'agriculture et le bétail étaient les principaux moyens d'échange. Or, c'étaient alors les femmes qui étaient responsables du stockage et de la gestion de la production annuelle pour la famille en raison de puissantes traditions matriarcales. Avec l'introduction du franc congolais en 1887, le pouvoir économique a été transféré aux hommes. À partir de là, gérer l'argent est devenu un attribut masculin. Les hommes qui travaillaient comme porteurs, mineurs ou ouvriers agricoles se sont mis à gagner un salaire qu'ils ont réparti à leur guise. Les femmes ont perdu la main sur les ressources de la famille.

L'autre changement majeur s'est fait par le biais d'un groupe de protestants évangéliques norvégiens arrivé en 1921, qui a demandé à bâtir une mission. Leur décision de s'établir à Kaziba allait marquer profondément la vie du village, surtout mes parents – et, par ricochet, moi.

Avec l'appui de l'administration belge, la délégation norvégienne s'est présentée à notre *mwami*, qui a entendu leur proposition d'aider le village. Ayant peut-être senti qu'il n'avait pas le choix, ou mû par son sens de l'hospitalité, il a consenti à

accorder aux missionnaires un lopin de terre sur une zone marécageuse au bout de la vallée. Peut-être notre *mwami* pensait-il que, trouvant les conditions de vie trop rudes, ces étranges visiteurs blancs passeraient leur chemin ou s'en retourneraient chez eux.

Mais avec une détermination qu'il n'avait pas escomptée, soutenus par leurs congrégations en Norvège, les missionnaires ont peu à peu établi une présence permanente. À l'origine considérés avec hostilité, ils sont ensuite parvenus à s'intégrer, en grande partie grâce à leur apport médical et éducatif. La rumeur a vite couru que le *muzungu* (littéralement « l'homme blanc ») était capable de guérir les blessures et de traiter les fièvres de façon plus efficace que le guérisseur avec ses onguents et ses sorts. Les missionnaires disposaient d'antiseptiques et de médicaments contre la fièvre, la teigne et les parasites intestinaux, ainsi que d'un stock de pansements propres.

Ils cherchaient à évangéliser à chaque visite dans leur clinique de fortune. Ils attachaient une attention particulière aux enfants, notamment les orphelins et les pauvres comme mes parents. Ils ont également construit une petite chapelle en bois et se sont mis à y faire l'école, donnant pour la première fois aux jeunes la chance d'apprendre à lire et à écrire afin d'étudier la Bible. Malgré la réticence de nombreux parents – envoyer leurs enfants à l'école signifiait qu'ils n'étaient plus disponibles pour travailler aux champs ou s'occuper du bétail –, quelques-uns ont compris les bénéfices de l'alphabétisation.

Au départ, le nombre de baptêmes était faible, mais la congrégation a grandi jusqu'à ce que presque tout le monde soit converti. Les missionnaires, tout comme le roi Léopold II et l'État belge, se voyaient comme part d'un mouvement civilisateur qui

permettrait bientôt de remplacer des pratiques africaines arriérées par la pensée et les traditions européennes.

Avant le baptême, on demandait au converti de retirer ses bracelets et colliers en cuivre et en or – un héritage familial transmis au fil des générations par une tradition locale ancrée depuis des siècles. Le converti jurait de renoncer à ses croyances aux esprits de ses ancêtres et au dieu qu'il vénérât jusqu'alors, *Namuzinda*, « Celui qui est à la fin de toute chose ». Fumer des pipes bourrées du tabac cultivé localement, qui était un passe-temps populaire chez les hommes, est devenu un péché, tout comme la consommation de vin de banane.

La vie tournait autour de l'*Aha-Ngombe*, la place publique où les hommes se réunissaient pour discuter des affaires du village, régler les disputes et transmettre l'histoire de la région aux générations suivantes par la tradition orale du récit. C'était aussi un lieu où l'on jouait de la musique, où l'on pouvait entendre la guitare locale, le *lulanga*, la flûte *karhero* ou encore le *likembe*, une sorte de piano en métal qu'on tenait à la main. La musique et nos musiciens ont été jugés sataniques et condamnés.

Même si la nouvelle religion a été embrassée avec enthousiasme par la communauté, y compris par mes parents, l'arrivée du christianisme a eu pour résultat une rupture avec le passé. Cette première forme de christianisme ne cherchait pas à s'enrichir des traditions locales, spirituelles ou sociales, ni à s'en inspirer ; elle voulait les remplacer. Par bien des aspects, ça a été une catastrophe culturelle, tant de choses précieuses et anciennes ayant été jugées primitives et dégénérées.

J'aurais tant aimé qu'il y ait eu échange à partir de l'idée que les Européens et les Africains peuvent apprendre les uns des autres. Mais tel n'était pas l'esprit du temps. Si les circonstances

avaient été différentes, on pourrait encore entendre le son du *lulanga* ou du *karhero* dans les lieux de culte aujourd'hui, au lieu de l'orgue.

Mon père a été l'un des premiers à se convertir. Né en 1922 dans une famille pauvre de ferronniers sans bétail ni terre, il est devenu orphelin à l'âge de quatre ans. Sa mère était morte en couches à sa naissance et son père n'a survécu que quelques années avant de succomber à une maladie.

Mon père a été recueilli par une tante qui a fait son possible pour subvenir à ses besoins et s'occuper de lui tout en élevant ses propres enfants. Mais à la fin de l'enfance, son avenir paraissait sombre : sans terre, il pourrait au mieux grappiller quelques francs comme travailleur agricole, et dans l'incapacité de payer une dot en bonne et due forme, ses perspectives maritales étaient tout aussi sombres. Le temple lui a fourni une échappatoire. Il a étudié à l'école de la mission et, une fois baptisé, il est resté avec les missionnaires. Il est devenu l'un des premiers évangélistes congolais dans ce minuscule avant-poste des marais du bout de la vallée. Au début des années 1940, à l'âge de dix ans, ma mère est arrivée à son tour en tant qu'élève.

Elle y était envoyée par ses frères. C'était la plus jeune et la plus frêle d'une fratrie de quatre qui avait dû se débrouiller seule lorsque leur mère – ma grand-mère – était morte en mettant ma mère au monde. Quand leur père s'était remarié, sa seconde épouse avait posé une condition : c'était elle ou ses enfants précédents. Elle refusait d'entendre parler d'eux. Ma mère a donc été élevée par ses frères aînés, qui faisaient de leur mieux pour lui fournir des restes de nourriture, parfois du poisson ou de la grenouille. Dans son enfance, elle a constamment souffert de

problèmes de santé, ce qui allait être le cas pour le reste de ses jours.

À la fin de ses études, vers l'âge de quinze ans, elle a accepté d'épouser mon père, qui avait alors décidé de devenir pasteur. Il a continué d'évangéliser le village, mais au bout de quelques années, il a élargi son périmètre, allant jusqu'à franchir la frontière de l'actuel Rwanda. Dans les premières années de leur mariage, il était très souvent absent. Il a un temps travaillé dans une mission dirigée par des Suédois à la frontière rwandaise. Finalement, il s'est installé à Bukavu en 1949, et ma mère l'y a rejoint la même année.

Il a été le premier pasteur congolais de Bukavu. Il a d'abord œuvré à partir de la demeure de certains coreligionnaires – il a un temps fait les offices religieux dans la maison d'un juge local. À mesure que davantage de gens se convertissaient, il s'est mis à célébrer le culte en public sous un arbre des banlieues noires. Au début des années 1950, il a reçu le feu vert de l'administration coloniale pour bâtir un temple accompagné par un missionnaire suédois.

Les temps étaient durs, à la fois sur le plan matériel et spirituel. Mon père ne percevait qu'un salaire modeste et pendant toute mon enfance, il a lutté pour payer les frais de scolarité de ses enfants. Il a également été pris dans la tourmente qui s'est abattue sur le Congo dès les premières années de l'indépendance en 1960.

En 1961, alors âgé de six ans, je me revois assis avec ma mère et mes sœurs dans le temple lorsque des troupes lourdement armées ont interrompu le culte et traîné dehors un collègue suédois de mon père sur ordre du gouverneur régional qui voulait hâter le départ des colons européens.

Je me rappelle encore le bruit des bottes militaires sur le ciment, l'air terrorisé du pasteur suédois – et la trop grande peur qui m'a empêché de me retourner pour les voir partir. Cela a été ma première expérience de la violence. Quelques jours plus tard, mon père a été arrêté et, au commissariat de police, on lui a pointé un pistolet sur la tempe.

Trois ans plus tard, en 1964, les rebelles antigouvernementaux ont pris Bukavu, fusillant plusieurs personnes dans la cour du temple. Trois ans plus tard, ça a été le tour des mercenaires blancs d'occuper la ville, nous obligeant de nouveau à nous enfuir à pied dans la campagne.

Abandonner la maison était chaque fois un déchirement pour mes parents, mais plus encore pour nous autres enfants. Je me souviens de l'inquiétude quant à notre sécurité, mais aussi pour ce qui adviendrait en notre absence, sans savoir si nous pourrions jamais rentrer chez nous. En 1967, les bombes d'un avion de l'armée congolaise ont frappé par erreur notre maison, tuant Leah et Job, respectivement âgés de treize et vingt ans, deux jeunes amis de la famille qui dormaient dans ma chambre.

Ces événements n'ont fait que me préparer à d'autres fuites et exils, qui ont été nombreux. Très tôt, j'ai perdu l'illusion que mes parents, notre communauté et encore moins l'État congolais étaient en mesure de me protéger. Le point positif, c'est que je me suis concentré sur l'essentiel : la santé et la sécurité de mes proches. Peut-être cela explique-t-il pourquoi l'accumulation de biens ne m'a jamais intéressé – je savais qu'à tout moment, je risquais de les perdre.

En temps de paix, mon père était en première ligne du combat spirituel qui avait bien failli me tuer à la naissance. Il était perçu comme une menace par certains catholiques, et je me rappelle

encore ma terreur quand, enfant, des pierres pleuvaient sur le toit en tôle du temple en plein culte, ce qui produisait un bruit de tonnerre. Parfois, les portes s'ouvraient violemment et des pavés étaient jetés à la tête des congrégationnaires, nous obligeant à plonger sous les bancs en bois grossiers. Le vol était aussi un problème permanent.

J'ai d'abord été scolarisé à Bukavu dans une institution de missionnaires suédois qui exigeait que ses élèves portent un uniforme bleu et jaune – les couleurs du drapeau suédois –, ce qui nous identifiait comme protestants, faisant de nous une cible de choix pour les jeunes catholiques du coin. Rentrer à la maison relevait de la course d'obstacles – entre insultes, menaces, parfois pire – et sortir faire une course était un acte d'héroïsme. De nos jours, ce genre d'antagonisme quotidien est dépassé, quoique les préjugés soient encore vivaces. J'ai eu à faire face à de grandes réserves au sein de ma propre communauté lorsque l'une de mes filles a choisi d'épouser un catholique.

Mon père n'était pas un prêcheur apocalyptique comme ceux que l'on voit dans certaines églises contemporaines ou à la télévision. Il était modeste, sérieux et profondément croyant. Son autorité émanait de sa connaissance des Écritures et de sa compassion envers les autres. Il savait à la fois s'exprimer en public et conseiller en privé, il prêtait à tous une oreille attentive.

Petit garçon, je l'accompagnais le plus souvent possible dans ses tournées, surtout le dimanche. En plus d'officier dans son temple nouvellement créé, il avait obtenu le droit de s'occuper d'une poignée de soldats protestants dans une chapelle sur la principale base militaire de Bukavu. Il commençait son culte à quatre heures et demie du matin pour finir impérativement à six heures, l'heure de la messe catholique.

Nous nous levions tous deux à trois heures du matin dans la nuit noire et nous nous mettions en marche pour parcourir huit kilomètres jusqu'à l'autre bout de la ville. Puis nous repartions offrir un autre culte dans un poste de police. J'étais toujours dans l'ombre de mon père, je l'admirais, j'écoutais ses sermons depuis le premier rang, je portais sa sacoche de cuir marron sur la route.

Il était toujours impeccable avec son costume noir et sa cravate – alors que j'étais en manches courtes, short et chaussures en cuir ciré. Je lui tenais la main en marchant. Parfois, il me confiait sa bible, que je serrais fort sous mon bras.

C'est l'un de ces dimanches bien remplis qui a changé le cours de ma vie.

Après ses offices matinaux, mon père repartait dans Bukavu rendre visite aux infirmes et aux malades. Je l'écoutais toujours avec attention. Il avait sa façon d'encourager les malades à garder la foi, pas seulement en Dieu, mais aussi en eux-mêmes et en leur capacité à guérir.

Il s'asseyait à leur chevet pour les guider dans leur prière. Il leur tenait les mains ou plaçait la sienne sur leur tête en parlant tout bas d'un ton assuré. Il les implorait de puiser du courage en eux et de demander l'aide de Dieu. Il était impliqué corps et âme. Il rentrait souvent tard et épuisé. Personne ne trouvait jamais porte close chez nous, aucune demande d'aide n'y était refusée. Il s'habillait et partait si nécessaire à trois ou quatre heures du matin pour aider une famille malade ou soutenir quelqu'un par la prière dans ses derniers instants.

Pourtant, au bout d'un moment, j'ai compris ce que tous les garçons comprennent un jour à propos de leur père, qu'il avait des limites humaines. Contre la fièvre typhoïde, la fièvre jaune, la

polio ou la malaria, ces pathologies qui infectaient alors les gens comme elles le font toujours, le pouvoir de la prière ne suffit pas.

Un dimanche soir, alors que j'avais huit ans, nous avons été appelés dans une petite maison d'un quartier pauvre près de chez nous où s'entassait toute une famille. On nous a fait entrer dans cette construction de briques et de bois avec une unique pièce à vivre. L'intérieur était sombre, on y voyait à peine. Dans la pénombre, une femme berçait un bébé gravement malade, c'était clair, même à mes jeunes yeux.

Je me souviens des pleurs, de l'atmosphère d'inquiétude et de tristesse. Je me souviens d'avoir été envahi par une immense pitié pour ce petit être sans défense, d'avoir été ému par ces sons bouleversants. La scène rappelait mes propres débuts dans la vie. Je voulais désespérément que mon père intervienne ; je voulais de toutes mes forces qu'il les débarrasse de leur souffrance.

Il a écouté la famille et examiné l'enfant. Il a offert ses conseils comme d'habitude : le dispensaire était fermé à cette heure, mais il a suggéré qu'ils s'y rendent au petit matin pour demander une infirmière. Il a prié avec la famille, il leur a offert son réconfort, puis nous sommes partis.

Sur le chemin du retour, j'étais perdu dans mes pensées, rempli de chagrin pour le bébé, d'incompréhension et de déception face à cette scène à laquelle j'avais assisté. « Papa, pourquoi tu n'as pas donné des médicaments à cet enfant comme tu m'en donnes quand je suis malade ? » ai-je demandé au bout de quelques minutes. Mes mots ont brisé le silence qui régnait entre nous depuis que nous avons quitté la mesure.

Mon père s'est arrêté face à moi. J'ai levé les yeux vers lui. Je distinguais ses traits dans la lumière d'un réverbère tout proche. Nos ombres s'étiraient dans la rue déserte. « Je fais ce que je sais

faire : je prie, a-t-il répondu. Les gens qui prescrivent des médicaments, les *mugangas*, ont été formés pour ça. C'est leur travail. »

Je n'avais aucune idée de ce que faisaient les docteurs et les infirmières ni de ce qu'étaient des prescriptions. Je n'avais qu'une vague notion de ce qu'était un « travail ». Mais j'avais vu les sœurs en blouse blanche du dispensaire donner des médicaments à mes parents quand l'un d'entre nous avait de la fièvre. Dans les années qui ont suivi ma naissance, elles se sont ouvertes aux personnes de toute obédience. Les gens appelaient les sœurs des *mugangas* en swahili, la langue la plus répandue au Congo oriental. Cela signifie « ceux/celles qui soignent les malades ».

« Je veux devenir *muganga*, ai-je dit à mon père, non sans une certaine indignation.

— C'est parfait, a-t-il répondu, comme ça, on pourra travailler en équipe. Toi, tu donneras les médicaments et moi, je prierai pour les malades. »

C'était comme si, à cet endroit précis de la rue, un pacte se scellait. De retour chez nous, j'ai annoncé la nouvelle à ma mère. J'ai oublié quelle a été sa réaction. Peut-être a-t-elle souri en son for intérieur, sentant que je venais de faire le premier pas vers mon destin. Elle m'a dit bien plus tard qu'elle priait pour que je devienne médecin. À partir de là, j'ai eu un objectif dans la vie ; et chaque fois que j'ai flanché, ma mère m'a rappelé cette ambition.

Conclusion

Tout le monde connaît ces moments de doute où l'on questionne nos choix et où l'on a envie de tout arrêter. Le coût de nos actions peut parfois paraître trop élevé, nos efforts inutiles. Au fil des ans, j'ai éprouvé bien des moments ainsi, souvent dans des périodes de travail épuisant ou de longues nuits sans sommeil. Fin 2012, je me suis trouvé à la croisée des chemins.

C'était après l'incident survenu chez moi par une fraîche soirée d'octobre, où deux femmes sont venues frapper vers dix-huit heures, alors que le soleil se couchait juste. À l'époque, nous habitions dans un bungalow non loin du lac Kivu, séparé de la route non goudronnée par un haut mur en béton surmonté de barbelés. Nous avions emménagé là parce que c'était la partie la plus sûre de Bukavu. Le quartier général des forces de maintien de la paix de l'ONU se trouvait au bout de la rue.

J'avais pris l'habitude d'accueillir des patients chez moi. Ils étaient nombreux à savoir où j'habitais, alors parfois, quand ils ne pouvaient aller jusqu'à l'hôpital, à environ huit kilomètres de

là, ils venaient sonner à ma porte. Si j'étais à mon domicile, les gardiens savaient qu'ils pouvaient les laisser entrer.

Ce jour-là, c'était une mère accompagnée de sa fille. La mère avait un pied infecté et gonflé. Après mes soins, elle m'a demandé s'il était possible de les ramener en ville, où elles pourraient récupérer l'un des vieux taxis Toyota rouillés et cabossés qui nous servent de moyens de transport publics.

Le pied de cette femme lui rendait vraiment la marche difficile. J'ai donc accepté de les conduire. J'ai repris la voiture dans l'allée. J'avais laissé mes deux benjamines, alors âgées de quinze et dix-sept ans, à la maison avec une cousine.

Je suis revenu au bout d'une demi-heure à peine. J'ai donné deux brefs coups de klaxon pour signaler ma présence. Là, j'ai senti le premier signe d'un potentiel problème.

Un jeune homme que je ne connaissais pas a ouvert la porte de notre propriété et a passé une tête dehors. C'était inhabituel, mais pas obligatoirement un sujet d'inquiétude : il arrivait que les gardiens invitent des amis à les rejoindre dans leur guérite pour bavarder ou jouer aux cartes histoire de passer le temps. Peut-être avaient-ils envoyé un ami s'assurer que c'était bien moi.

Le portail métallique a commencé à glisser en crissant et en tremblant pour révéler la cour déserte. Il faisait désormais totalement nuit. Le faisceau de mes phares a éclairé le mur de la maison. Il y a eu du mouvement dans l'ombre.

J'ai distingué cinq silhouettes qui se jetaient sur moi. Avant que j'aie le temps de réagir, elles avaient encerclé la voiture. Les portières se sont ouvertes. L'un de mes agresseurs a bondi sur le siège passager, les quatre autres à l'arrière. Celui sur le siège passager a braqué un fusil automatique contre mon ventre. L'un

de ceux qui étaient derrière, que je ne pouvais pas voir, pointait un pistolet sur ma tempe.

Ma première pensée a été pour ce professeur d'université de Bukavu tué quelques mois plus tôt par des hommes qui s'étaient introduits chez lui.

Allais-je mourir comme lui ? Peut-être. Mais si c'était un vol de voiture ou un cambriolage, alors j'avais une chance de m'en sortir. Ou peut-être s'agissait-il juste de me menacer physiquement ? Une idée en chassait une autre, chacune source de nouvelles questions. Pouvais-je leur échapper ? Sans doute que non.

Le mur de la maison se trouvait à une quinzaine de mètres. J'ai pris une décision éclair. Si j'appuyais très fort sur l'accélérateur pour aller encastrer la voiture dans le mur, mon agresseur sans ceinture de sécurité serait violemment projeté dans le pare-brise, et je pourrais frapper l'un de ses complices. Ce qui risquait de leur porter sérieusement atteinte.

J'ai enfoncé la pédale d'accélérateur. Mais à l'instant où la voiture se précipitait en avant, j'ai pensé à ce pasteur, l'un de mes amis, kidnappé à Goma, à l'autre bout du lac Kivu, quelques semaines plus tôt. Il avait été malmené pendant trois heures, les mains attachées dans le dos, avant d'être abandonné dans un cimetière, traumatisé mais indemne. C'était juste un avertissement, pas une tentative de lui retirer la vie.

J'ai pressé d'un coup sur le frein. La voiture a pilé. Mes agresseurs ont été précipités vers l'avant. Le mur de la maison n'était plus qu'à un mètre.

« Tu voulais nous tuer ? » a lancé en swahili l'homme au fusil automatique. C'est la seule fois où il a parlé.

Il a arraché la clé du contact. L'un des hommes à l'arrière m'a ordonné de descendre de voiture. J'étais tout près de la porte d'entrée. Si je réussissais à courir, j'avais une chance de m'en tirer.

J'ai ouvert la portière et j'ai fait pivoter mes jambes, prêt à bondir. Mais le type avec la kalachnikov avait déjà fait le tour, il a surgi devant moi pour me barrer la route, le doigt sur la détente. J'ai alors compris que ce n'était pas ma voiture qui les intéressait. Ces hommes étaient trop disciplinés et trop organisés pour n'être qu'une bande de voleurs. Il s'agissait bien d'un assassinat. Désespéré, j'ai pensé à Madeleine, partie un peu plus tôt dans la soirée pour assister sans moi au mariage d'une amie. J'ai ressenti une panique nauséuse à l'idée de mes filles, qui étaient dans la maison.

J'ai aussi repensé à toutes les fois où j'avais déjà échappé à la mort, où je n'étais pas là, où je m'étais retrouvé à l'abri juste au bon moment. Mais cette fois, c'était fini. L'instinct et la chance qui m'avaient permis d'échapper au danger à de nombreuses reprises m'avaient quitté. Combien de gens étaient morts ainsi au Congo, sous le regard indifférent d'un jeune homme cruel et armé ?

À l'instant où je m'arc-boutais en prévision des balles, j'ai entendu un cri.

Un homme a jailli en hurlant et en agitant les bras. C'était Joseph, l'un de nos employés. Les hommes armés l'avaient ligoté, mais il avait réussi à se libérer de ses liens et il avait tout vu depuis la pénombre. En se précipitant pour me protéger, il savait sans doute qu'il allait au-devant d'une mort certaine.

Je l'entends encore crier : « Papa, ils vont te tuer ! » Puis je me souviens du bruit des balles tirées sur lui presque à bout portant.

Je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite : je me suis évanoui. Joseph s'était affalé entre la voiture et la maison. Nos corps ont dû tomber presque en même temps. Son sang s'est répandu au sol et a imbibé mes vêtements.

Après la fusillade, les hommes armés se sont enfuis en prenant ma voiture. Ils ont sans doute eu peur que les coups de feu alertent la police et les forces de l'ONU. Ils n'avaient pourtant rien à craindre. Personne n'est arrivé avant le lendemain.

Ensuite, je me souviens d'être rentré dans la maison en titubant, ahuri. Ils avaient tenu mes filles en joue. L'un des hommes les avait surveillées jusqu'à mon arrivée en leur disant juste : « Si vous voulez vivre, pas un mot. » Elles lui avaient proposé de l'argent et des bijoux pour qu'il parte, mais il s'était contenté de refuser d'un signe de tête.

Alors elles avaient obéi en attendant mon retour, le dos contre le mur qui donnait sur la cour, terrifiées à l'idée de ce qui allait se passer.

« Papa, baisse-toi ! » ont-elles crié comme je surgissais en chancelant, tremblant, en état de choc.

J'ai repassé un millier de fois ces événements dans ma tête mais je ne sais toujours pas comment je m'en suis sorti. Les types ont-ils cru que j'avais été touché quand je me suis effondré près de Joseph ? Ont-ils confondu son sang et le mien ? Je ne le saurai jamais.

Une autre question me taraudait : qui était leur commanditaire ? Une personnalité du Rwanda voisin ? Un seigneur de guerre du Congo oriental ? Un haut gradé de l'armée, un personnage de l'État congolais ? L'année précédente, j'avais encore été menacé par le ministre de la Santé au Waldorf Astoria de New York. En 2012, un mois à peine avant l'agression devant

chez moi, j'avais pris un risque calculé : j'étais de nouveau invité à parler devant une commission de l'ONU sur les violences sexuelles en marge de l'assemblée générale. Cette fois, j'avais accepté et j'étais allé jusqu'au bout.

Il n'y a eu aucun réel effort pour retrouver mes agresseurs. Quelques policiers sont venus voir la scène après coup. Ils ont paresseusement inspecté les lieux et pris quelques photos, mais aucun n'a recueilli le moindre témoignage ni la moindre description des hommes, qui n'avaient pourtant même pas cherché à dissimuler leurs visages. Aucun procureur n'a enquêté. Joseph a été enterré sans que personne n'examine même son corps. Ma voiture a été retrouvée, à l'abandon, quelques jours après.

Lors d'un reportage télévisé sur le commissariat central de Bukavu quelques mois plus tard, j'ai vu que les enquêteurs avaient un dossier intitulé « Affaire docteur Mukwege » écrit au feutre rose. Un policier en chef a montré aux journalistes leurs notes manuscrites sur leurs « hypothèses ». Personne n'a jamais été interpellé. Je ne saurai jamais si cette agression était en lien avec mon discours à l'ONU.

Deux jours après l'attaque, je suis parti pour l'aéroport avec Madeleine et nos filles. Dans la voiture, le silence régnait. Je fuyais Bukavu pour une vie inconnue sur un autre continent. Cette agression avait été le coup fatal. Je savais que si nous restions, nous courions de vrais dangers. Je me sentais trop vulnérable.

Les Casques bleus de l'ONU avaient accepté de nous escorter jusqu'à l'aéroport. Au vu de ces véhicules blindés, un devant, trois derrière, on aurait dit une évacuation. J'avais l'impression que tout était fini. Depuis 1999, depuis treize ans, je m'occupais de la

crise des viols au Congo oriental. Je n'avais jamais perdu ma détermination à faire tourner l'hôpital, à opérer jour après jour – et à en parler.

Mais cette fois, ces hommes armés avaient atteint ma détermination. Ma responsabilité en tant que père et mari pesait trop lourd, elle avait fini par éclipser le devoir dont je me sentais investi envers ma communauté et mes patients. À quoi servirais-je criblé de balles au fond d'une tombe ? Comme Joseph. Ce très cher Joseph.

Nous avons fui à Bruxelles puis en Suède pour nous réfugier auprès d'amis et collègues. Je me demandais ce qu'allait devenir notre vie. Allais-je réussir à continuer à travailler et à mener campagne de loin ?

Au cours de notre première semaine en Europe, Physicians for Human Rights, une ONG avec laquelle j'avais travaillé par le passé, est venue à notre rescousse. Elle a offert de nous accueillir avec Madeleine, Denise et Lisa, nos deux benjamines, à Boston, où elle nous procurerait une maison. Je lui reste profondément reconnaissant pour son soutien.

Aux États-Unis, nous avons découvert un tout autre niveau de confort. Notre cuisine était immense et moderne. Un splendide escalier en bois partait du salon vers l'étage qui comportait cinq chambres, chacune avec sa salle de bains. Il n'y avait besoin ni de gardiens ni de barbelés.

Nous sommes arrivés au cœur d'un hiver glacial. La neige couvrait le sol. J'ai ébauché dans ma tête un plan d'action sur six mois : pour réussir notre vie américaine, il nous fallait en priorité maîtriser l'anglais. Nous avons mis les filles à l'école, et Madeleine et moi avons commencé des cours intensifs de langue qui duraient toute la journée.

Au bout de trois semaines, les chambres disponibles nous ont permis d'accueillir Jean Lebel, l'un de nos amis, pasteur à Bukavu, source de soutien et d'encouragements au fil des ans. En sa compagnie, j'ai ressenti un lien immédiat avec tout ce que nous avions abandonné. Son visage était à la fois familier et chaleureux. Les nouvelles qu'il nous apportait m'ont aussi empli de fierté et de joie.

Des femmes de l'île d'Idjwi, sur le lac Kivu, située à quelques heures de bateau de Bukavu, avaient écrit au président Kabila pour lui demander que le gouvernement me fasse revenir et assure ma sécurité afin que je puisse reprendre mon travail. Jean avait apporté une copie de la lettre avec des centaines de signatures sur une page agrafée.

Je connaissais à peine l'île d'Idjwi, même si j'avais soigné bien des femmes qui venaient de là-bas. J'ai souri, puis je suis parti dans un rire teinté d'incompréhension. Le président Kabila ne s'intéressait pas du tout à mon travail avec les femmes du Congo, comme il me l'avait déclaré de façon si radicale lors de sa visite à l'hôpital. Cette lettre n'y changerait rien.

Mais une fois Jean reparti, deux semaines plus tard, j'ai reçu un appel de mon hôpital. Les femmes avaient cette fois écrit au secrétaire général de l'ONU. Quelques semaines après, elles se sont rendues à l'hôpital.

« Elles sont venues aujourd'hui pour dire que tu devais rentrer, m'a informé mon collègue Magambo au téléphone.

— C'est incroyable, mais tu penses qu'elles sont sérieuses ?

— Elles ont dit qu'elles paieraient vos billets d'avion si tu acceptes de revenir. Elles ont même promis de garder l'hôpital. Elles ont dit qu'il y aurait en permanence vingt-cinq d'entre elles devant la porte, que personne ne pourrait t'atteindre. »

Je savais que la plupart de ces femmes vivaient avec moins d'un dollar par jour et parvenaient à peine à subvenir aux besoins de leur famille – alors quelle folie de vouloir acheter quatre billets d'avion depuis la côte nord-est-américaine jusqu'en Afrique centrale.

« Elles ont annoncé qu'elles viendraient ici chaque vendredi jusqu'à ton retour, a continué Magambo. Elles comptent vendre à manger devant l'hôpital pour lever des fonds. »

Le vendredi suivant, elles étaient là. Elles avaient pris le ferry avec des paniers remplis de fruits et de légumes, elles ont installé des stands devant l'hôpital pour vendre des ananas, des fruits de la passion, des œufs, du maïs et du manioc.

Je me suis souvent demandé pourquoi tout ça est venu des femmes d'Idjwi. Il n'y avait aucune raison particulière, le lien avec elles n'était pas plus fort qu'avec d'autres communautés que nous aidions dans la région. Mais tous les mouvements sociaux commencent quelque part, et ce sont elles qui se sont emparées de cette cause. Dans les semaines suivantes, d'autres femmes du Sud-Kivu ont rejoint la campagne. Certaines ont traversé les territoires rebelles depuis Bunyakiri, où les combattants Maï-Maï terrorisent encore des villages, d'autres sont venues du parc national de Kahuzi-Biega ou de Kavumu.

C'en était trop pour moi. Ma détermination a commencé à vaciller. J'ai mis dans la balance ces milliers de femmes et mon travail au Congo contre le devoir de protection que je devais à ma famille. Un soir, quelques jours après Noël, alors que la neige s'amoncelait dans le jardin, j'ai abordé le sujet à la table du dîner familial.

« Je pense que je dois rentrer au Congo, mais que vous devriez rester à Boston », ai-je annoncé. Madeleine et les filles ont levé en

silence les yeux de leur assiette. « Vous ne seriez pas en sécurité là-bas, mais je pourrais revenir de temps en temps pour de longues périodes et pendant les vacances. »

Cette idée a été pour mes filles un déclencheur à la fois de terreur et d'une volonté de me protéger. Du haut de ses quinze ans, Denise, la plus jeune, a été la plus inflexible :

« C'est toi qu'ils cherchaient le jour où ils sont venus à la maison, pas nous. Si quelqu'un doit rester à Boston, c'est toi. Pas question que tu repartes seul. Si tu t'en vas, on rentre avec toi. »

Elle était si catégorique, si ferme, que j'ai eu du mal à trouver des arguments contraires. J'ai passé ma vie à admirer la force des femmes de ma région. Et là, ma propre fille, qui grandissait sous mes yeux, était animée par la même détermination.

Nous en avons longuement discuté. J'ai continué à insister pour rentrer seul, en vain. À partir de ce moment, notre retour était acté.

Les activistes qui vivent et travaillent dans les régions dangereuses du monde sont tous, à un certain moment, confrontés à la question de savoir s'ils sont prêts à mourir pour leur cause. En octobre, après l'attaque chez moi, je ne l'étais pas. La peur avait alors été la plus forte. Mais en imaginant le marché improvisé des femmes d'Idjwi, j'ai compris que j'étais prêt à renoncer à tout pour elles. La mort n'avait aucun sens, mais une vie confortable à Boston non plus.

Mi-janvier, trois mois après notre départ, nous sommes rentrés.

La phase finale de ce voyage était un vol en partance de Bujumbura, au Burundi. J'étais assis près du hublot quand le Cessna monomoteur a décollé et viré vers le nord pour suivre le

cours de la rivière Ruzizi en direction de Bukavu. Madeleine était près de moi, nos filles derrière.

Nous avons survolé les collines qui entourent l'hôpital de Lemera où j'avais découvert la souffrance des mères dépourvues d'accès à tout service de santé, ces forêts où j'allais parfois randonner, la route que j'avais empruntée quelques jours avant le début de la première guerre du Congo pour un trajet terrifiant qui m'avait pourtant sauvé la vie. À la moitié du vol, nous sommes passés au-dessus du site de l'hôpital et de la fosse commune où reposent mes patientes assassinées.

Le coût du conflit au Congo depuis l'attaque de l'hôpital de Lemera en 1996 se lisait dans la terre. À l'est de la rivière, on apercevait le Burundi et le Rwanda. Des fermiers y travaillaient leurs champs. Sur la rive ouest, au Congo, là où se dressaient autrefois des plantations fruitières, des champs de coton et des rizières, tout était abandonné.

J'étais perdu dans mes pensées mélancoliques sur le potentiel du Congo et le gâchis qui y avait eu lieu quand Bukavu est apparu au loin. Dans l'avion, depuis le décollage, l'atmosphère était tendue. C'était comme si tout le monde se préparait. Je sentais la nervosité de Madeleine. Nous étions en train de troquer notre liberté aux États-Unis contre une existence au Congo plus incertaine et confinée que jamais.

Nous nous tenions par la main. J'avais besoin d'elle comme j'en ai eu besoin à chaque moment de nos quarante et un ans de mariage. Nous étions comme deux arbres penchés l'un vers l'autre, nos branches entremêlées.

« Tout va bien se passer », ai-je dit dans une tentative peu convaincante de nous rassurer. Nous savions tous deux ce qui nous attendait. La seule chose dont je ne doutais pas, c'était de

son amour et de son soutien. Par le passé, c'est ça qui m'avait permis de traverser les moments les plus difficiles.

L'avion a amorcé sa descente. Quand il a rebondi sur la piste, j'ai eu un aperçu de ce qui nous attendait. À notre débarquement, un cercle de Casques bleus de l'ONU maintenait à distance des centaines de personnes venues nous accueillir. J'ai réussi à rejoindre ma mère et quelques membres de ma famille avant que la foule en liesse se jette sur nous.

Sur la route de l'aéroport, qui nous avait paru si triste lorsque nous l'avions parcourue en sens inverse quelques mois plus tôt, des rangées de gens se pressaient et agitaient les bras pour saluer notre retour. À notre arrivée à l'hôpital, il y avait du monde partout. Le personnel avait organisé une cérémonie. Nous avons dû nous frayer un chemin jusqu'à l'estrade dressée dans une cour intérieure.

L'estrade était décorée de tissu bleu et blanc. Derrière le micro, il y avait un siège pour moi à côté de Marcellin Cishambo, gouverneur de la province. Je le connaissais depuis l'enfance. Tandis que j'observais la foule composée du personnel hospitalier, de patients, d'hommes, de femmes et d'enfants, je ne pouvais oublier qu'il avait été aux abonnés absents lorsque j'avais eu besoin de lui après l'agression, en octobre.

À ma droite, au bout de la deuxième rangée de sièges, était assis le chef régional de la police en uniforme bleu marine impeccable, les mâchoires serrées. Son attitude n'avait rien de rassurant. Tant que je ne saurais pas qui avait voulu ma mort, je n'aurais pas l'esprit tranquille.

La cérémonie a commencé, formelle et dépourvue de sincérité. Puis les mères et les grands-mères d'Idjwi ont opéré un retournement de situation.

Elles sont arrivées en poussant des cris et des youyous. Toutes les têtes se sont tournées vers elles, les pancartes et les banderoles se sont agitées dans la foule. Une partie du public s'est levée pour les laisser passer. Quelques dizaines de femmes, certaines avec des enfants dans le dos, ont repoussé les chaises pour rejoindre l'estrade. Elles voulaient le micro, qui leur a été donné.

Je n'en reconnaissais aucune. Elles se sont exprimées chacune à leur tour. Elles ont dénoncé l'inaction du gouvernement et de la police pour empêcher les crimes et démanteler les gangs et autres milices qui s'en prenaient aux communautés de la province.

« Si vous ne protégez pas le docteur, nous on le fera ! » s'est écriée une femme qu'on a hissée sur l'estrade dans son fauteuil roulant en désignant le gouverneur et le chef de la police. « Ce soir, nous serons vingt-cinq à garder l'hôpital, si quelqu'un veut tuer le docteur, il devra d'abord tuer vingt-cinq mères sans défense ! »

Entre les discours, elles chantaient et frappaient dans leurs mains :

« Docteur Mukwege, docteur, tu es debout ! Vous avez vu le docteur Mukwege ? chantaient-elles. N'essayez pas de lui faire du mal, sinon, on vous met par terre ! »

Les femmes s'approchaient de l'estrade pour y déposer des paniers et des casseroles en guise d'offrande. Il y avait là des oignons, des ananas, des potirons. Une femme avait même apporté une dinde. Chacune m'a offert un cadeau de bienvenue.

J'avais la gorge si serrée que je ne pouvais pas déglutir. J'étais incapable de parler. Mes yeux se sont emplis de larmes. Chaque fibre de mon corps savait que ma place était là. Parmi elles.

Après m'être ressaisi, je me suis levé pour clôturer la cérémonie. Quelqu'un m'avait apporté ma blouse blanche, que

j'ai échangée contre ma veste de costume. Juste à la fin de mon discours, le ciel s'est déchiré et une immense pluie s'est abattue sur le toit des bâtiments, éclaboussant les feuilles des arbres environnants. Tout le monde s'est précipité à l'abri.

Cet épisode avec les femmes d'Idjwi constitue un tournant décisif de ma vie. Cela a été un instant de communion profonde avec mes patientes. J'avais passé toute ma vie à œuvrer pour les femmes du Congo oriental, et au moment où je me sentais au plus bas, le plus vulnérable, elles avaient volé à mon secours.

J'avais l'impression de comprendre mieux que jamais ce qu'elles ressentaient alors que je n'avais goûté qu'à une fraction de leur calvaire. J'avais connu l'impuissance et la peur d'être dominé par quelqu'un. J'avais été privé de liberté, forcé à obéir et humilié. Je connaissais la brûlure de l'injustice en tant que victime et spectateur d'un crime violent dont personne ne recherchait les coupables.

C'est le sort de toute femme qui a connu des violences sexuelles. La différence, c'est que mon corps était intact. Mon épreuve n'avait duré que quelques minutes, je n'avais été ni abusé ni pénétré. Je n'avais pas la moindre cicatrice physique en souvenir de cette affreuse soirée.

Les femmes d'Idjwi m'ont traité comme nous devrions traiter toutes les victimes, mais surtout les victimes de violences sexuelles. Elles m'ont envoyé un message par le biais de cette lettre pour me dire que je n'étais pas seul, qu'elles me soutenaient, qu'elles comprenaient ma souffrance. Comme une étreinte ou un bras rassurant autour de mes épaules.

En tant qu'individus, en tant que société, nous devons témoigner cette compassion et cette gentillesse à toutes les survivantes. Malheureusement, nous avons tendance à faire le

contraire. Nous aggravons leur douleur en les traitant avec suspicion, pire, en faisant d'elles des parias. La honte et les conséquences d'une agression reposent trop souvent sur les femmes, non sur leurs agresseurs. Elles ont droit à toute notre compassion, notre soutien et notre protection.

Les femmes d'Idjwi ont fait la preuve de la puissance du collectif. En tant qu'individu, j'étais intimidé et terrorisé. Elles ont tiré leur force les unes des autres. Bras dessus, bras dessous, elles sont courageusement allées de l'avant.

Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons mettre fin aux tabous autour des violences sexuelles, en décrétant qu'il s'agit d'un sujet qui doit être ouvertement abordé et discuté, non glissé sous le tapis comme un terrible secret. C'est pour cette raison que les campagnes menées ces dernières années, de la SlutWalk au #BringBackOurGirls en passant par #MeToo, doivent être applaudies et encouragées.

Les campagnes de sensibilisation ne suffisent pas. Elles sont formidables en ce qu'elles génèrent de l'attention. Elles permettent de braquer les projecteurs sur un problème ou une personne. Mais elles n'aident pas une femme à porter plainte. Elles ne dénoncent pas un policier insensible ou négligent. Elles n'offrent ni soutien ni endroit sûr à la victime d'un compagnon ou d'un proche agressif.

Ces missions incombent souvent à des organisations féminines, qui ont besoin de soutien. Les femmes d'Idjwi ont créé un collectif qui a fait bien davantage qu'écrire des lettres. Elles se sont mobilisées. Elles ont transformé leurs émotions en action. Vous aussi pouvez jouer un rôle en soutenant des groupes locaux ou en donnant de votre temps à ceux qui viennent en aide aux victimes de violences domestiques ou sexuelles.

En conclusion, afin qu'un véritable changement se produise dans le monde, il faut que les gens qui étaient à mes côtés sur l'estrade pendant la cérémonie à l'hôpital, le chef de la police et le gouverneur, ces personnes qui ont des responsabilités et du pouvoir, prennent en compte les messages qu'on leur adresse. Il faut davantage de cheffes de police et de gouverneuses, aussi.

Les femmes, toujours plus nombreuses à s'exprimer dans le monde, ont droit au respect et à la sécurité que celles d'Idjwi ont réclamés en s'emparant du micro. Les mentalités doivent évoluer. Les violences sexuelles devraient être une priorité des politiques publiques. La justice pénale doit s'améliorer. Il faut que les condamnations pour viol deviennent réalité, au lieu de n'être que des lois non appliquées.

Nous pouvons tous jouer un rôle pour aider à faire de ce monde un endroit plus sûr pour les femmes. Apporter notre soutien. Briser le silence. Rejoindre ou aider un collectif. Faire pression sur nos élus et nos législateurs. Et enfin, avoir un rôle d'éducateur.

Car nous sommes tous d'une certaine manière des éducateurs auprès de nos enfants, de nos amis, de notre famille, de nos collègues ou coéquipiers. Il est important de parler du sexisme. De dénoncer et condamner les comportements prédateurs. D'empêcher que le blâme ne se reporte sur les victimes. D'expliquer l'impact de la stigmatisation et du trauma. De nous assurer que dans notre famille ou sur notre lieu de travail, les femmes et les hommes ont les mêmes chances, tout comme les filles et les garçons.

Après la cérémonie à l'hôpital, nous avons emménagé ailleurs. Madeleine et moi ne nous sentions pas suffisamment en sécurité dans notre bungalow du centre-ville de Bukavu, là où j'avais été

attaqué. Alors nous nous sommes installés dans l'un des plus anciens bâtiments de l'hôpital de Panzi, une petite maison de l'époque coloniale qui, quinze ans plus tôt, avait été transformée en bloc opératoire. Nous l'avons rendue à sa vocation d'habitation.

J'y vis encore aujourd'hui sous garde permanente. Il y a une douzaine de Casques bleus de l'ONU en faction vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ils me servent d'escorte armée dès que je quitte l'hôpital, bien que je m'aventure rarement dehors. Je les remercie chaque matin de leur présence alors que je parcours à pied les deux cents mètres qui séparent ma porte d'entrée du reste de l'hôpital.

Sans leur protection, je suis presque sûr que je serais déjà mort. Seuls mes voyages à l'étranger me donnent l'impression de ne pas être prisonnier chez moi. Le prix Nobel en 2018 n'a pas changé la donne. Certes, il m'a offert une plus grande visibilité, mais l'anarchie au Congo oriental, les menaces diffuses et diverses que je reçois et les récents changements politiques me procurent un sentiment de vulnérabilité permanent.

Je ne renoncerai pourtant pas à ma campagne pour amplifier les voix des femmes dans le monde. Chaque fois, j'essaie de convoquer la franchise et l'impact de cette petite fille qui avait fait tomber un général, au sens propre. Je suis mû par l'amertume que j'éprouve en pensant à Wamuzila, agressée à deux reprises et finalement infectée par le VIH, ou bien par cette femme dont la fille et la petite-fille étaient issues de viols. Je suis sans cesse inspiré par la résilience de mes premières patientes, Bernadette, Jeanne et Tatiana parmi tant d'autres.

Je continuerai à faire part de l'expertise et des connaissances acquises à Bukavu sur les soins appropriés à donner aux victimes

de viol dans les zones de conflit. Il y a bien des régions du monde où les survivantes sont livrées à elles-mêmes, ce que j'ai constaté en visitant le camp de familles yézidiées dans le nord de l'Irak il y a quelques années. Nous pouvons aider au développement de ces soins médicaux très spécialisés, apporter une assistance psychologique ainsi qu'un soutien économique et social.

Au Congo, grâce au travail du personnel et au soutien de nos généreux donateurs, l'hôpital et la Fondation Panzi continuent à se développer et à trouver de nouveaux moyens d'aider les survivantes. Nos initiatives en termes de microfinancement se poursuivent. Nous avons ouvert une clinique et un centre d'hébergement à Kinshasa. Nous avons même mis en place une production de jus de fruits frais à Bukavu. Les fruits de la passion, ananas et oranges proviennent de la ferme gérée par des survivantes.

Mon plus grand espoir, c'est qu'un jour nos services hospitaliers et nos refuges pour les femmes violées soient déserts, que les services psychologique et juridique soient devenus inutiles. J'espère que mon personnel et moi pourrions alors davantage concentrer nos efforts sur ce qui a été mon premier centre d'intérêt comme étudiant en médecine dans les années 1980 : cette merveille que sont l'accouchement et les soins maternels.

Je vis toujours mes plus beaux moments dans notre maternité face à ces rangées de lits occupés par des femmes épuisées mais souriantes au milieu des petits cris des nourrissons. Quand on regarde un enfant qui vient de naître, c'est comme si tout s'arrêtait, et sa naissance nous oblige à réfléchir au monde dans lequel nous souhaitons le voir grandir.

Je prie chaque jour pour un futur paisible et prospère dans ma région et mon pays. Nous sommes riches au-delà du concevable en termes de ressources naturelles, et pourtant, l'avidité et l'exploitation ont fait de cet endroit l'un des plus pauvres de la planète. Aujourd'hui encore, des villages y sont brûlés, des massacres se produisent chaque semaine sans que cela provoque la moindre vague d'indignation au Congo ni à l'étranger. Nous avons besoin de justice et de recherche des responsabilités.

Je rêve d'une société où les mères sont reconnues comme les héroïnes qu'elles sont, où les filles issues de notre maternité sont autant considérées que les garçons, où les femmes grandissent sans craindre les violences.

Je souhaite un monde où les femmes ont les mêmes opportunités professionnelles, les mêmes joies et les mêmes sources de satisfaction que les hommes, où le pouvoir politique est partagé à égalité. J'attends avec impatience le jour où nos entreprises et institutions publiques refléteront la diversité de la société. J'imagine aussi un avenir où les agressions sexuelles seront vues comme les méfaits d'une époque certes brutale mais révolue.

Je crois fermement que tout ce que j'ai énoncé est désirable et possible. Je crois qu'en tant qu'individus et collectifs, nous pouvons œuvrer à cette réalisation. Je crois en la force des femmes.

APPENDICES

Remerciements

Vous ne serez guère étonnés d'apprendre que lorsqu'il m'a fallu réfléchir aux personnes à remercier pour ce livre, j'ai tout de suite pensé à mes patientes ainsi qu'aux femmes exceptionnelles décrites dans ces pages. Ce sont elles qui méritent le plus d'éloges, c'est à elles que va ma plus sincère gratitude.

Mais savoir qui inclure, ou quelle histoire raconter, s'est avéré un choix difficile. Je n'ai pu évoquer qu'un nombre très restreint de survivantes sur les centaines qui m'ont marqué au cours de nos échanges dans mon cabinet ou dans les différents services de l'hôpital. Je tiens à toutes les remercier individuellement pour leur confiance.

Il me faut également souligner le travail incroyablement difficile et l'implication du personnel de l'hôpital de Panzi aussi bien que celui de la Fondation Panzi. Jour après jour, leur dévouement à notre communauté sauve des vies, soigne des blessures et guérit des femmes. Le tout dans les conditions difficiles de la vie quotidienne à Bukavu. Christine Amisi, qui est à la tête de la fondation, et Christine Schuler Deschryver, qui

dirige la Cité de la Joie, méritent d'être particulièrement applaudies pour leur énergie infatigable.

Tineke Ceelen a été la première à qui j'ai parlé de l'idée de ce livre ; je lui serai toujours reconnaissant de son engagement indéfectible envers les victimes de violences sexuelles.

J'aimerais également remercier Susanna Lea, mon agent littéraire, qui a aidé à la naissance du présent ouvrage. Elle y a cru dès notre premier rendez-vous et depuis, elle m'offre un soutien sans faille.

Merci à l'équipe éditoriale de Gallimard, tout particulièrement Antoine Gallimard et Margot Gallimard pour leur enthousiasme qui a permis au lectorat francophone de découvrir ce livre.

Merci à Adam Plowright : sans sa compréhension, sa patience et son talent, jamais je ne serais parvenu à écrire ce livre.

Enfin, merci à Madeleine, mon épouse, et à mes enfants, qui sont les lumières de ma vie.

© *Denis Mukwege, 2021. Tous droits réservés.*
© *Éditions Gallimard, 2021, pour la traduction française ; 2024,*
pour la présente édition.

Couverture : Photo © Torleif Svensson (détail).

Éditions Gallimard
5 rue Gaston-Gallimard
75328 Paris
<http://www.gallimard.fr>

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions du Moment

avec Guy-Bernard Cadière, PANZI : AU CONGO, DEUX MÉDECINS SOIGNENT DES FEMMES VIOLÉES ET LUTTENT À LEURS CÔTÉS CONTRE LA BARBARIE, 2014.

Aux Éditions de l'Archipel

PLAIDOYER POUR LA VIE, 2016.

Aux Éditions HarperCollins

avec Guy-Bernard Cadière, RÉPARER LES FEMMES : UN COMBAT CONTRE LA BARBARIE, 2020.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

INTRODUCTION

CHAPITRE I. Le courage maternel

CHAPITRE II. La naissance d'une vocation

CONCLUSION

Remerciements

Denis Mukwege

La force des femmes

Traduit de l'anglais (Congo) par Marie Chuvin et Laetitia Devaux

Surnommé « l'homme qui répare les femmes », le gynécologue et chirurgien Denis Mukwege a consacré sa vie aux femmes victimes de sévices sexuels en République démocratique du Congo. Dans une région où le viol collectif est considéré comme une arme de guerre, Denis Mukwege est chaque jour confronté aux monstruosité des violences sexuelles, contre lesquelles il se bat sans relâche, parfois au péril de sa vie. Dès 1999, il fonde l'hôpital de Panzi dans lequel il promeut une approche « holistique » de la prise en charge : médicale, psychologique, socio-économique et légale.

Écrit à la première personne, *La force des femmes* retrace le combat de toute une vie en dépassant le genre autobiographique. Dans un vrai cri de mobilisation, le docteur Denis Mukwege, Prix Nobel de la paix en 2018, nous met face au fléau qui ravage son pays et nous invite à repenser le monde. L'auteur rend alors un véritable hommage au courage et à la lutte des femmes. Pour lui, il s'agit d'une lutte mondiale : « C'est vous, les femmes, qui portez l'humanité. »

Cette édition électronique du livre
La force des femmes de Denis Mukwege
a été réalisée le 31 juillet 2024 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782073010230 - Numéro d'édition : 556097).
Code produit : U51629 - ISBN : 9782073010254.
Numéro d'édition : 556099.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo